

LA CROISSANCE N'EST PAS UN AVION ; LES AUTORITÉS PUBLIQUES N'EN SONT PAS LES PILOTES

→DAVID DE LA CROIX

Professeur ordinaire d'économie
à l'UCL (IRES et IMAQ)

david.delacroix@uclouvain.be

Comment le macro-économiste que vous êtes, et qui s'inscrit dans le cadre dominant de votre discipline reçoit-il les critiques adressées à la croissance et au PIB/PNB comme indicateur de bien-être ?

En préalable, je tiens à rappeler que ce débat sur le PNB ne doit pas occulter le fait incontournable que le PNB est très largement – et positivement – corrélé avec toute une série d'indicateurs alternatifs de bien-être, en ce compris en matière de démocratie ou d'égalité entre hommes et femmes. Il y a certes des exceptions importantes telles que l'Inde (PNB faible et démocratie confirmée) ou l'Arabie saoudite (PNB très élevé et niveau très élevé d'inégalité entre hommes femmes). Ce constat n'empêche évidemment pas de reconnaître que cette corrélation s'atténue très fortement une fois passé un certain seuil de richesses.

Par ailleurs, il faut également admettre que les sonnettes d'alarme tirées par le GIEC en matière de dangers pour le climat constituent la face sombre d'une médaille dont il faut également pouvoir se réjouir de l'aspect positif : des pays comme l'Inde et la Chine se développent à un rythme extrêmement rapide, ce qui permet de sortir de la pauvreté des centaines de millions de personnes. Ce qui me gêne dans la critique de la croissance, c'est que, dans les faits, l'essentiel de la croissance mondiale est constituée de la croissance de ces pays-là, qui a des effets sociaux très largement et indéniablement positifs. La question cruciale est celle de l'arbitrage entre les avantages procurés par ce développement et les dangers qu'il fait courir à l'environnement. Au moment d'approfondir cette question, il ne faut pas négliger cette vérité fondamentale : une richesse accrue est garante de capacités accrues de faire face aux dangers, notamment environnementaux.

Enfin, il y a une faiblesse méthodologique fondamentale à comparer des variables stationnaires (c'est-à-dire comprises, par définition, entre deux bornes, minimale et maximale, comme le sont bon nombre d'indicateurs de bien-être, ou même des variables comme le taux de chômage), avec une variable non-stationnaire, et donc potentiellement infinie comme l'est le PIB. À terme, il est impossible que ces deux types de variables ne connaissent pas des évolutions divergentes puisque les variables stationnaires ne peuvent pas, par définition, dépasser un certain seuil.

Lorsque vous dites que la richesse constitue une force face aux dangers environnementaux, ne négligez-vous pas les limites de substituabilité entre les différents types de capitaux ?

C'est en effet une question qui est absolument centrale. Selon moi, elle n'est justifiable que de réponses fondées sur des études empiriques, qui font encore trop largement défaut à l'heure actuelle. Nous manquons de même encore de travail sur la justice intergénérationnelle,

particulièrement en matière de commensurabilité des différents types de capitaux transmis (financiers, humains, environnementaux, stock de connaissances, etc.). De même que nous manquons probablement d'études sur l'impact économique de l'épuisement de certaines ressources essentielles aux processus de production.

En termes de politiques publiques, quelles solutions voyez-vous pour résoudre cette question, et l'arbitrage qui est en son cœur ?

Dans la mesure où la question climatique, et plus particulièrement celle des émissions de CO2 constitue un cas paradigmatique d'externalités négatives, elle appelle à mon sens une réponse en termes de finances publiques et de fiscalité environnementale – faut-il rappeler que la Belgique est particulièrement à la traîne dans ces domaines ? Quant aux marchés des droits d'émission, s'ils ont pu être critiqués, je ne vois pas au nom de quoi on peut se permettre d'affirmer que l'expertise d'un seul acteur, gouvernemental ou associatif, soit supérieure à la multiplicité de choix et d'interactions d'acteurs de marché motivés par leur intérêt. Mais il s'agit là évidemment d'une question épistémologique fondamentale...

Par ailleurs, ce débat autour des marchés d'émission et de la fiscalité environnementale néglige trop souvent un élément fondamental, celui de leur impact sur la transition démographique – qui n'est évidemment pas neutre en termes d'impacts environnementaux. Des droits d'émissions trop élevés ou une fiscalité trop lourde pourraient avoir comme effet de ralentir cette transition, avec les effets que l'on devine en terme d'évolution de la population mondiale et donc d'impacts environnementaux. De nombreuses études ont en effet démontré que cette transition démographique est intrinsèquement liée au développement économique. Ralentir celui-ci, c'est s'exposer au risque de retarder celle-là.

Enfin, ce débat sur les limites de la croissance et le rôle que peuvent jouer les pouvoirs publics en son sein me semble reposer sur une métaphore trompeuse. Les termes dans lesquels il est posé laissent en effet penser que la croissance serait un avion que les autorités publiques seraient en mesure de piloter à leur guise, pour lui faire prendre de l'altitude, ou au contraire la réduire, l'accélérer ou au contraire la ralentir. Le moteur de la croissance, c'est, contrairement à ce que cette analogie laisse penser, moins la consommation et ses éventuels excès que le progrès technique et l'accumulation des connaissances. Je vois mal, ou alors avec une certaine inquiétude, quel rôle les autorités publiques pourraient jouer à cet égard, en particulier dans une économie mondialisée et fondamentalement interdépendante comme la nôtre.

Propos recueillis par Edgar Szoc